

8 SEPTEMBRE, "JOURNEE INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION"

Lorsqu'en 1966, l'ONU décrétait le 8 septembre "Journée internationale de l'alphabétisation", bien peu de pays industrialisés se sentaient directement concernés par le problème de l'analphabétisme autrement que par les programmes de coopération ou de soutien qu'ils avaient développés pour aider les pays en voie de développement à lutter contre ce problème de taille, frein au développement.

Assez curieusement, 20 ans plus tard, en 1986, tous les pays se sentent directement concernés. La Quatrième Conférence Internationale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes, qui s'est tenue en mars 1985, à Paris, a mis en évidence la présence, dans les pays industrialisés, d'un nombre croissant d'analphabètes fonctionnels. Malgré les efforts majeurs consentis pour développer l'accessibilité des jeunes à l'éducation, on constate encore un taux d'analphabétisme élevé. On réalise aussi qu'un nombre important de jeunes ont parfois complété près de dix années de scolarité sans pour autant maîtriser les connaissances de base essentielles pour pouvoir fonctionner "normalement" dans notre société.

Comment expliquer ce phénomène? Les connaissances de base "essentiels" il y a 20 ans ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Les transformations technologiques des dernières années ont transformé considérablement la nature de la formation de base nécessaire "pour pouvoir fonctionner normalement dans une société en

évolution constante". Si, il y a quinze ans à peine, une scolarité minimale de 9 années permettait, entre autres, de trouver un emploi, on constate aujourd'hui que la formation de base exigée par les employeurs ou permettant l'accès à la formation professionnelle, correspond au minimum au diplôme de fin d'études secondaires. Mais, indépendamment des besoins liés au travail, l'accès à l'information, la participation à la vie démocratique exigent une formation de base beaucoup plus large et polyvalente. Les besoins en formation ont donc évolué et continuent d'évoluer rapidement ...tout comme le nombre de personnes analphabètes risque d'augmenter si nous n'intervenons pas rapidement.

ETRE ANALPHABETE DANS UN PAYS "SCOLARISE"

Etre analphabète dans un pays scolarisé, c'est être marginal, isolé, souvent méprisé. Les personnes analphabètes se cachent, se taisent. Elles se sentent responsables de leur échec scolaire et n'oseront pas s'afficher de peur d'être ridiculisées. Après de nombreux échecs dans des recherches d'emploi où il y a presque toujours un formulaire à remplir, elles démissionneront et n'auront pas d'autres choix que de survivre à travers des programmes d'aide sociale. Certaines tenteront de retourner aux études mais pour la plupart, le temps nécessaire pour compléter leur formation de base, tout comme l'absence de perspectives réelles d'avenir, viendront à bout de leur motivation.

Ce qui caractérise aussi les personnes analphabètes, c'est leur insécurité, leur manque de confiance. Ces dernières ont généralement vécu de nombreux échecs scolaires et sont persuadées qu'elles ne peuvent pas apprendre. La première étape du travail

d'alphabétisation est donc de tenter de leur redonner confiance en leurs capacités intellectuelles, de valoriser leurs acquis et de leur donner le goût d'apprendre. Ce travail est encore plus difficile pour ceux qui interviennent auprès des jeunes qui viennent à peine de quitter l'école. Ces derniers voient difficilement comment ils pourraient réussir ce qu'ils ont raté hier. Que faire avec ces jeunes analphabètes, mais aussi, comment faire en sorte que les jeunes ne sortent plus de l'école sans avoir acquis une formation de base complète? Ce sont des questions auxquelles nous devons répondre rapidement si nous ne voulons pas sacrifier une partie importante de la génération actuelle, donc de notre avenir collectif.

Par ailleurs, l'alphabétisation ne peut se limiter qu'aux apprentissages liés à la maîtrise de la lecture, l'écriture et le calcul. Pour les groupes populaires d'alphabétisation, l'alphabétisation est une démarche globale qui vise à favoriser chez l'individu sa propre prise en charge mais aussi la prise en charge de son milieu, de son environnement. C'est aussi une démarche collective qui permet de développer l'esprit critique, de donner à l'individu les connaissances qui lui permettront d'analyser son vécu et son milieu pour ensuite être en mesure de les transformer. L'alphabétisation étant un pré-requis à toute autre formation, elle doit aussi être une ouverture à ces formations, elle doit développer chez les personnes analphabètes "le goût d'apprendre".

L'ALPHABETISATION AU QUEBEC

L'analphabétisme n'est pas un problème récent au Québec.

Déjà dans les années '60, la CECM offrait des services en alphabétisation. Toutefois, ce n'est que depuis le début des années '80, suite, entre autres, aux pressions du Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec, puis au rapport de la Commission d'Etude sur la Formation des Adultes (Commission Jean) que le ministère de l'éducation du Québec a reconnu "politiquement" le problème de l'analphabétisme.

Depuis le lancement de "l'Enoncé d'orientation et plan d'action en éducation des adultes" par le MEQ, en 1984, l'alphabétisation est un dossier dit "prioritaire". Jusqu'à présent, cette priorité s'est concrétisée par l'allocation de crédits supplémentaires pour les organisations volontaires en 1984-85 et pour les commissions scolaires en 1984-85 et 1985-86. De plus, différents programmes spéciaux ont été développés, notamment pour les jeunes -programmes pour les "décrocheurs", allocations pour favoriser le rattrapage scolaire - ainsi que pour les femmes "chefs de famille".

Deux réseaux interviennent en alphabétisation au Québec. Le réseau public, par le biais des commissions scolaires ainsi que le réseau des organismes volontaires en alphabétisation, financés par le programme d'aide aux OVEP de la Direction Générale de l'Education des Adultes. Malheureusement, ce programme ne permet plus l'accès aux nouveaux groupes qui font de l'alphabétisation. Actuellement, 70 organismes sont financés par ce programme . Ils interviennent dans toutes les régions du Québec. Organismes autonomes, généralement mis sur pied par des membres

de la communauté, ils rejoignent un nombre considérable de personnes analphabètes qui désirent apprendre dans un cadre non scolaire. Ces organisations volontaires ont largement contribué à sensibiliser la population au problème de l'analphabétisme et font toujours pression afin d'assurer un développement de nouvelles ressources en alphabétisation.

Le Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec rejoint plus de 30 organisations volontaires qui font de l'alphabétisation. Depuis ses débuts, en 1981, le Regroupement demande au ministère de l'éducation de tracer un plan d'action, une politique en alphabétisation qui permettrait de lutter plus efficacement contre l'analphabétisme. Un tel plan d'action permettrait d'identifier des objectifs à court, moyen et long terme, de sensibiliser la population et de développer une solidarité collective nécessaire à une action d'envergure. Une action collective permettrait aux personnes analphabètes de se manifester, de sortir de leur isolement et favoriserait un accès réel et démocratique à l'éducation.

Lors de la conférence de l'UNESCO, en 1985, les états membres ont réaffirmé leur objectif "d'éliminer l'analphabétisme d'ici l'an 2000". Le gouvernement québécois a déjà avancé un certain nombre de mesures mais l'effort actuel est minime en regard des besoins. Nous nous interrogeons toujours sur l'avenir des personnes analphabètes et de l'alphabétisation lorsque le discours gouvernemental vise davantage à répondre aux besoins des entreprises qu'aux droits fondamentaux des personnes...

Louise Miller pour le
Regroupement des Groupes Populaires
en Alphabétisation du Québec